

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 2 juin 2016

Unité départementale du Loiret

**Installations classées**

-----

**Société FEUX DE LOIRE**

**Commune de TIGY**

-----

**Arrêté préfectoral complémentaire**

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

**Objet : Extension des capacités de stockage et réaménagement de l'implantation des installations exploitées par la société FEUX DE LOIRE sur la commune de TIGY**

**PJ : Projet d'arrêté préfectoral**

Par lettre en date du 20 mars 2014, Monsieur ANDRÉ, agissant en qualité de gérant de l'établissement FEUX DE LOIRE sur le territoire de la commune de TIGY, a transmis un dossier relatif à la déclaration d'une activité de mise en liaison pyrotechnique d'artifices de divertissement (rubrique 1310), soumise à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ensuite, Monsieur ANDRÉ a transmis le 3 juillet 2015 un dossier de déclaration modificative, complété le 21 avril 2016, relatif au projet d'augmentation des capacités de stockage d'artifices de divertissement et de réaménagement de l'implantation des installations sur le site, en application de l'article R.513-33 du Code de l'Environnement.

L'objet du présent rapport est d'examiner le dossier présenté par FEUX DE LOIRE concernant son projet d'augmentation des capacités de stockage et de réaménagement de l'implantation des installations sur le site, et de proposer à Monsieur le Préfet du Loiret les suites qu'il convient de donner à cette demande de modification des installations.

## **I - Présentation de l'établissement**

### **I.1 Présentation de la société FEUX DE LOIRE et historique du site**

La société FEUX DE LOIRE, sise au lieu-dit L'Ousson sur la commune de TIGY est spécialisée dans la conception et la réalisation de spectacles pyrotechniques. Pour ce faire, l'établissement FEUX DE LOIRE exploite depuis 2004 à TIGY une installation de stockage d'artifices de divertissement.

L'activité principale sur le site de TIGY consiste en la réception des produits, leur stockage puis leur préparation en vue des spectacles pyrotechniques réalisés pour le compte de collectivités locales, comités des fêtes, entreprises et quelques particuliers par les équipes d'artificiers de la société.

Le dépôt des artifices de divertissement est actuellement constitué de 6 magasins isolés constitués de conteneurs métalliques maritimes, dont la capacité maximale de stockage autorisée est de 1 840 kg de matière active.

L'établissement occupe 3 hectares sur un site isolé de 6 hectares dont le gérant de la société FEUX DE LOIRE est propriétaire. L'environnement proche est constitué de la route de Jargeau (RD951) sur sa face Sud-Ouest et de champs agricoles sur ses trois autres côtés.

Les matières et objets stockés dans l'enceinte pyrotechnique du site font partie de la classe explosible. Ils sont classés par division de risque (DR) dont les définitions sont précisées ci-après. Les artifices de divertissement présents sur le site sont classés sur site dans les divisions de risques 1.1, 1.3a, 1.3b et 1.4.

#### **Divisions de risques :**

- DR 1.1 : Matières et objets présentant un risque d'explosion en masse.
- DR 1.3 : Matières et objets présentant un risque d'incendie avec un risque léger de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre, mais sans risque d'explosion en masse :
  - a) dont la combustion donne lieu à un rayonnement thermique considérable ;
  - b) qui brûlent les uns après les autres avec des effets minimes de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre.
- DR 1.4 : Matières et objets ne présentant qu'un danger mineur en cas de mise à feu ou d'amorçage durant le transport.

### **I.2 Situation administrative actuelle**

L'activité de stockage d'artifices de divertissement de l'établissement FEUX DE LOIRE à TIGY est actuellement soumise au régime de l'autorisation par bénéfice des droits acquis pour la nature et les quantités produits suivants :

Rubrique	Class.	Désignation	Activité exploitée		
1311-2	A	Stockage de produits explosifs, à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public, la quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 10 t	<b>Artifices de divertissement (division de risque)</b>	<b>Quantité maximale de matière active stockée</b>	<b>Quantité équivalente</b>
			1.1	40 kg	40 kg
			1.3 b	1 440 kg	480 kg
			1.4	360 kg	72 kg
			TOTAL :	1 840 kg	<b>592 kg équivalent</b>

Les activités de la société sont actuellement soumises aux prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2004 portant agrément technique et celles de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1311 (stockage de produits explosifs), hors dispositions constructives qui sont celles présentées au dossier de demande d'agrément initial.

## II – Objet de la demande

Les modifications portées à la connaissance de Monsieur le Préfet par l'exploitant concernent :

- la réalisation d'une activité de mise en liaison des artifices de divertissement soumise à déclaration sous la rubrique 4210-1b. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente au niveau de l'atelier de mise en liaison est au maximum de 60 kg de DR1.3 et DR1.4.
- l'augmentation des capacités de stockage des artifices de divertissement, passant d'une quantité maximale de matière active stockée de 592 kg à 2064 kg. Cette activité reste soumise à autorisation sous la rubrique 4220.
- le réaménagement de l'implantation des bâtiments sur le site et la construction d'un abri de stockage (nommé D6) pour les produits DR1.4.
- l'actualisation du tableau de classement suite à la modification de la nomenclature par décret du 3 mars 2014, qui a notamment supprimé les rubriques 1310 et 1311 et a créé les rubriques 4210 et 4220.

Le tableau de classement actualisé de l'établissement FEUX DE LOIRE à TIGY tenant compte des modifications projetées et de la modification de la nomenclature est le suivant :

Rubrique	Class.	Désignation	Activité exploitée		
<b>4220-1 (ex 1311)</b>	A	<b>Stockage de produits explosifs</b> , à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public, la quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 10 t	<b>Artifices de divertissement (division de risque)</b>	<b>Quantité maximale de matière active stockée</b>	<b>Quantité équivalente</b>
			1.1	30 kg	30 kg
			1.3 b	4 000 kg	1 334 kg
			1.4	3 500 kg	700 kg
			TOTAL :	7 530 kg	<b>2 064 kg équivalent</b>
<b>4210-1-b</b>	DC	Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, <b>mise en liaison électrique ou pyrotechnique</b> de, ou travail mécanique sur [...] de produits explosifs. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieur ou égale à 1 kg mais inférieure à 100 kg	60 kg de DR1.3 et DR1.4		

## III – Examen du dossier de demande de modification présenté par l'exploitant

À l'appui de sa demande de modification, l'exploitant a transmis une analyse des impacts et une étude des dangers.

L'examen des impacts sur l'environnement montre que cette modification n'engendrera pas d'impact supplémentaire dans l'environnement. Au contraire, l'augmentation de la capacité de stockage devrait réduire la fréquence des livraisons/expéditions ; l'impact provenant des transports routiers sera réduit.

L'étude des dangers a permis de définir les nouvelles zones de dangers liées à l'activité de stockage d'articles de divertissement selon les formules forfaitaires de la circulaire interministérielle DPPR/SEI2/IH-07-011 du 20 avril 2007 relative à l'application de l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques. Bien que la capacité de stockage soit augmentée, l'optimisation de l'implantation des différents bâtiments permet de contenir dans l'enceinte du site l'ensemble des zones de dangers

pyrotechniques Z1 à Z4 (conséquences sur l'homme extrêmement graves à significatives). Seule la zone de danger Z5 (effets indirects par bris de vitre) relative au scénario d'explosion de produits DR 1.1 sort des limites de propriété au niveau de la route de Jargeau et des terres agricoles (non constructibles) au Nord-Est et Sud-Est.

L'article 17 de l'arrêté du 20 avril 2007 susmentionné définit les règles d'éloignement à respecter vis-à-vis des tiers pour délivrer une nouvelle autorisation en cas de modification notable. Compte-tenu de l'environnement du site (route et champs agricoles) et du fait que les zones de dangers Z1 à Z4 sont contenues dans l'enceinte du site, les installations projetées respectent les distances d'éloignement vis-à-vis des tiers.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en place des consignes de sécurité ainsi que des dispositifs de réduction du risque concernant l'exploitation du site. Concernant le risque d'explosion, les bâtiments de stockage fermés sont notamment équipés d'une toiture soufflable (ou d'évents en toiture) afin de limiter les effets d'une éventuelle explosion.

Au regard des modifications prévues par l'exploitant et compte-tenu notamment des constats suivants :

- le projet n'augmente pas l'impact sur l'environnement,
- les zones de dangers Z1 à Z4 sont contenues dans l'enceinte du site,
- la zone de danger Z5 atteint des zones où la présence de personnes est limitée en nombre et en temps,
- le site est parfaitement isolé dans la plaine de Loire,

l'inspection des installations classées considère que la modification est notable mais non substantielle au regard de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, et estime que les modifications prévues nécessitent une mise à jour administrative du site et une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2004.

#### **IV – Actualisation des prescriptions**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 6 octobre 2004 portant agrément d'un dépôt d'artifices de divertissement, ainsi que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées à déclaration sous la rubrique n°1311 (hors dispositions constructives), a été repris dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral joint au rapport (cf. annexe).

##### **IV-1 Actualisation du tableau de classement**

Au regard de ce qui précède, le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe actualise la situation administrative de l'établissement au regard de la modification de la nomenclature des installations classées et des modifications apportées à l'installation par l'exploitant (cf. tableau de classement actualisé ci-avant au II).

##### **IV-2 Distances d'éloignement et dispositions constructives**

Les bâtiments susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments pour éviter les effets dominos, et respectent les distances d'isolement définies dans l'étude de dangers. Ainsi, les locaux et les voies de circulation dans l'enceinte pyrotechnique sont éloignés les uns des autres de manière à respecter les distances d'éloignement minimales suivantes :

- 7,5 mètres autour du dépôt D1 ;
- 20 mètres autour des dépôts D2, D3, D4 et D5 ;
- 5 mètres autour du dépôt D6 ;
- 13,7 mètres autour du local PR/ML ;
- 34,2 mètres autour de l'aire de livraison ;
- 15,9 mètres autour des voies de circulation internes de l'enceinte pyrotechnique.

L'exploitant conserve la maîtrise foncière des terrains potentiellement impactés par les zones de danger Z4 (conséquences sur l'homme significatives et dégâts prévisibles aux biens légers) et s'assure que les zones de dangers Z4 restent maintenues à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement. Ces zones sont définies par les distances d'éloignement minimales suivantes (par rapport au segment médian des installations) :

- 54,3 mètres autour du dépôt D1 ;
- 32,5 mètres autour des dépôts D2, D3, D4 et D5 ;
- 25,0 mètres autour du dépôt D6 ;

- 25,5 mètres autour du local PR/ML ;
- 55,6 mètres autour de l'aire de livraison.
- 54,3 mètres autour de la voie de circulation.

En particulier, le dépôt D1 respecte une distance d'éloignement minimale de 54,3 mètres par rapport à la maison d'habitation du gérant. Ces définitions n'emportent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement ainsi que pour les terrains dont il dispose de la maîtrise foncière à la date de notification du présent arrêté.

Les prescriptions relatives aux distances d'éloignement sont reprises dans le chapitre 1.5 et à l'article 8.1.5.

Les bâtiments de stockage d'artifices de divertissement étant susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont équipés de surfaces soufflables (évents) et équipés d'un dispositif permettant d'éviter les projections d'objets en cas d'explosion. Ces prescriptions sont reprises à l'article 8.1.6 du projet d'arrêté préfectoral.

#### **IV-3 Protection contre la foudre**

Une agression par la foudre pouvant être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion d'artifices de divertissement, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE s'appliquent à l'établissement.

L'article 7.3.5 du projet d'arrêté préfectoral impose les prescriptions générales concernant la protection contre la foudre d'un site industriel, notamment la réalisation d'une analyse du risque foudre, puis si nécessaire d'une étude technique et l'installation de dispositifs de protection contre la foudre.

#### **IV-4 Gestion des déchets sur le site**

Les activités de stockage et de mise en liaison en liaison d'artifices de divertissement génèrent peu de déchets, principalement composés de cartons ainsi que de morceaux de mèches issus de l'activité de mise en liaison.

Cependant, il est indispensable qu'un emballage vide ayant contenu des produits pyrotechniques soit soumis à un contrôle particulier. Aussi, l'article 5.1.2 du projet d'arrêté préfectoral précise que « les déchets d'emballages de produits explosifs peuvent être éliminés dans les mêmes conditions que les déchets d'emballages banals si une procédure d'inspection permet de garantir l'absence de risque de souillure. Dans les autres cas, ils sont considérés comme des déchets industriels spéciaux à caractère explosif ».

Par ailleurs, le titre 5 du projet d'arrêté préfectoral impose les prescriptions générales concernant la gestion des déchets d'un site industriel.

#### **IV-5 Prévention des nuisances sonores**

Les activités du site ne sont pas génératrices de nuisances sonores particulières.

Cependant, les prescriptions générales issues de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ont été inscrites au titre 6 du projet d'arrêté.

Sur demande de l'inspection des installations classées, une mesure de la situation acoustique pourra être effectuée par un organisme qualifié.

#### **IV-6 Prescriptions relatives au risque inondation**

L'établissement FEUX DE LOIRE à TIGY se situe en zone inondable, dans une zone d'expansion de crue (zone d'aléas moyen et faible, et fort hauteur) traversée par une zone d'écoulement préférentiel.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) du Loiret a été consultée concernant la mise en conformité de l'établissement par rapport au risque inondation, et a notamment formulé l'avis suivant lors d'une réunion avec l'exploitant et l'inspection des installations classées le 23 avril 2015 : les installations doivent respecter le règlement du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Val d'Orléans. Les bâtiments doivent être ancrés au sol de manière à les maintenir en place en cas de crue, et l'abri D6 doit être ouvert sur deux extrémités et orienté dans le sens d'écoulement des eaux, de manière à ne pas faire obstacle à l'écoulement de l'eau en cas de crue.

L'exploitant doit établir les consignes à suivre en cas d'alerte de crue, dont notamment :

- un plan de continuité d'activité,
- stocker les produits polluants au-dessus des plus hautes eaux connues (PHEC) en cas d'alerte de crue, ou les déplacer hors zone inondable.

Aussi, l'article 7.3.5 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit les dispositions énoncées ci-avant.

#### **V – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées**

Au regard des éléments précités, l'inspection des Installations Classées considère que les modifications envisagées ne constituent pas une modification substantielle au regard de l'article R.512-33 du Code de l'environnement.

Cependant, les modifications prévues nécessitent la mise à jour du tableau de classement du site, ainsi que l'actualisation et l'adaptation de certaines prescriptions dans un arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour administrative.

En application de l'instruction ministérielle du 19 mai 2016, aucun plan de l'établissement n'est joint au projet d'arrêté préfectoral. L'arrêté fera référence aux plans contenus dans le dossier déposé par l'exploitant à la Préfecture.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

**Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet du Loiret :**

- d'informer l'exploitant que cette modification n'est pas substantielle ;
- d'autoriser les activités prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire dont le projet est annexé au présent rapport ;
- de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la  
région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé

**ANNEXE : projet d'arrêté préfectoral**